

Davy Ndlovu
Ben Begbie-Clench
Robert K. Hitchcock

Évènements en 2021

Le COVID au Zimbabwe

Le Zimbabwe, comme d'autres pays d'Afrique australe, a dû faire face aux impacts du COVID-19 en 2021. Les confinements ont contribué à empêcher la propagation du virus, tout comme le port de masques, la distanciation sociale et le lavage des mains. Le taux de vaccination à la fin de 2021 était de 50,3 % mais certaines régions, notamment les régions éloignées, avaient des taux bien inférieurs. La propagation de la variante Omicron vers la fin de 2021 a entraîné des taux d'hospitalisation élevés dans le pays et le manque d'accès à de l'eau potable sûre et propre à travers le pays a contribué aux impacts négatifs de COVID-19. La pandémie a eu des répercussions importantes sur les économies et les moyens de subsistance des communautés autochtones et minoritaires du pays. Bien que les statistiques définitives ne soient pas disponibles, il semble que le tourisme ait diminué de 60 % en 2021.¹ Les données des aires protégées du pays, y compris Hwange, Victoria Falls et Gonarezhou, ont révélé une baisse significative des visites touristiques, ce qui a affecté le parc aussi bien que les employés ainsi que les personnes vivant en périphérie des parcs et qui font du tourisme et vendent de l'artisanat. Le manque de ventes d'artisanat a eu un impact particulier sur les femmes. La pandémie de COVID-19 a eu des impacts à la fois directs et indirects sur la faune dans les aires protégées, avec un nombre accru d'animaux mourant de diverses maladies en raison d'un manque de protection par les responsables de la faune ainsi que d'un manque de financement. La Commission des droits de l'homme du Zimbabwe (ZHRC) a continué d'organiser des séminaires de sensibilisation aux droits de l'homme dans le pays, y compris dans les zones où se trouvent Tshwa San et Doma (Vadema). Le ZHRC a également fourni du matériel lié au COVID-19 aux prisons du Zimbabwe, qui présentaient des taux élevés de COVID-19. Il y avait un petit nombre de Tshwa et de Doma dans ces prisons, principalement en raison d'infractions liées à la faune.

La situation économique et sécuritaire au Zimbabwe

La situation économique au Zimbabwe a continué de se détériorer en 2021 avec une inflation élevée, une hausse rapide des prix, une montée du chômage et un accès réduit aux produits de base pour les pauvres. Du côté positif, la modification de la loi sur l'éducation en 2021 a entraîné une baisse des taux de châtiments corporels infligés aux enfants dans les écoles et moins de filles enceintes obligées de quitter l'école. Les modifications apportées à la loi sur l'éducation ont eu une incidence sur les enfants Tshwa et Doma, dont la fréquentation scolaire était variable en 2021. La situation sécuritaire au Zimbabwe est restée problématique en 2021, car les forces de sécurité parrainées par l'État ont traité durement les manifestants, dont un nombre important ont été battus, arrêtés et emprisonnés, parfois pendant de longues périodes. Au moins 70 manifestants et journalistes antigouvernementaux ont été arrêtés en 2021. Le nombre d'Autochtones arrêtés pour exploitation illégale de la faune a diminué en 2021, en partie parce qu'il y avait moins de personnel du Département des parcs nationaux et de la gestion de la faune en patrouille en raison de restrictions budgétaires.² Dans le district de Tsholotsho, dans la province du Matabeleland Nord, où réside la plus grande population de Tshwa, la police du Zimbabwe a lancé une enquête sur les ventes d'éléphants par des conseillers et d'autres représentants du gouvernement régional, qui auraient sous-évalué les ventes de licences d'éléphants et, par conséquent, privé les Tsholotsho, communauté de dizaines de milliers de dollars zimbabwéens.³ Dans le cadre du programme CAMPFIRE (*Communal Areas Management Program for Indigenous Resources*) du Zimbabwe, les Tshwa et d'autres membres de la communauté étaient censés recevoir une partie des fonds provenant de la vente de licences d'éléphants en 2021.

Activités communautaires

Le *Tsoro-o-tso San Development Trust* (TSDT) a rencontré des membres de la communauté Tshwa dans les districts de Tsholotsho et de Bulalima Mangwe en 2021 concernant des questions concernant l'éducation, la documentation de la langue maternelle, la santé, le leadership et l'accès à la terre.⁴ TSDT a continué à travailler avec organisations non gouvernementales internationales et locales et instituts de recherche sur

les questions de documentation éducative et linguistique. Alors que certains analystes considèrent que les Tsholotsho San n'ont pas réussi à faire la transition vers la modernisation,⁵ le *Tsoro-o-tso San Development Trust* soutient que la modernisation a affecté les moyens de subsistance des Tshwa de diverses manières. Des dizaines de Tshwa avaient des emplois dans l'économie industrielle moderne, et plusieurs jeunes Tshwa fréquentaient l'université, en 2021. Une délégation gouvernementale s'est rendue à Tsholotsho en juillet 2021, au nom du Cabinet. Cette mission de haut niveau visait à examiner le droit à l'égalité et à la non-discrimination, notamment à l'égard des Tshwa. La délégation a noté un manque de documents d'identité, des niveaux élevés de grossesses chez les adolescentes, de faibles taux d'éducation et l'insécurité alimentaire parmi les San. Le Cabinet a demandé à chaque ministère d'identifier et d'assumer un rôle de développement dans les zones habitées par les Tshwa et que deux ou trois écoles primaires et secondaires supplémentaires soient créées dans la région, ainsi que des cliniques de santé, l'accès à l'emploi informel et formel et des améliorations au programme CAMPFIRE⁶ et à la fiducie foncière locale, ainsi qu'un meilleur accès aux documents de naissance et d'identité. Le Cabinet a également ordonné que des chefs et des chefs san soient nommés. Cela a fait l'objet d'un suivi et la mise en œuvre a commencé. Jusqu'en 2021, les Tshwa n'avaient pas de dirigeants officiellement reconnus. Le 2 novembre 2021, les Tshwa ont ainsi enfin eu l'opportunité de choisir eux-mêmes leur chef. Cela était dû à la directive susmentionnée du Cabinet. Christopher Dube et maintenant le chef désigné et Zeckius Tshuma le chef désigné pour tous les Tshwa du Zimbabwe. On espérait que leurs nominations seraient officiellement confirmées par le gouvernement du Zimbabwe d'ici la fin décembre 2021.

Les Doma de la vallée du Zambèze doivent encore passer par le processus d'élection de leur propre chef et d'autres autorités locales. Des interactions transfrontalières entre les Tshwa dans l'ouest du Zimbabwe et le nord-est du Botswana se sont poursuivies.

Il y a eu une certaine émigration de Tsholotsho vers d'autres régions, y compris vers Bulawayo, avec un petit nombre de Tshwa cherchant un emploi au Botswana, en Afrique du Sud et en Zambie. Au moins une demi-douzaine de Tshwa ont été impliqués dans des activités minières informelles dans l'ouest du Zimbabwe en 2021.

Rôle des femmes et des jeunes autochtones

Les organisations de femmes zimbabwéennes et le *Tsoro-o-tso San Development Trust* ont noté que les taux de viol et de maltraitance des conjoints et des enfants ont augmenté en 2021, peut-être en raison de la pandémie de COVID-19.

Le nombre de filles autochtones scolarisées a augmenté dans une mesure limitée, même si certaines d'entre elles ont abandonné leur cours pour aider leurs parents à faire face aux pressions économiques provoquées par la COVID-19.

Le taux de chômage des femmes autochtones dans l'industrie du tourisme a considérablement augmenté, mais les femmes Tshwa et Doma ont pu faire face en partie grâce à une plus grande dépendance à l'aide alimentaire du gouvernement du Zimbabwe et des ONG. Certains se sont installés dans les villes pour chercher du travail ou vendre de l'artisanat à des clients urbains. Il y avait des indications que la santé des femmes autochtones a décliné en 2021, en partie à cause de la COVID-19. Les femmes Tshwa et Doma expérimentaient davantage les médecines traditionnelles et recherchaient l'aide de guérisseurs traditionnels pour faire face aux maladies dont elles et leurs familles souffraient. Des appels ont été lancés par les peuples autochtones du Zimbabwe pour que l'on mette davantage l'accent sur leur santé et leur bien-être, faisant écho aux appels de la *Women's Coalition of Zimbabwe* et du *Women's Action Group*.

La COVID-19, bien qu'elle constitue une menace énorme pour le Zimbabwe, a au moins attiré l'attention sur les graves problèmes sociaux, économiques et politiques complexes auxquels sont confrontés les membres autochtones, minoritaires et vulnérables de la population zimbabwéenne.

Notes and references

1. Zimbabwe Tourism Statistics 2021, Zimstat.
2. Ndlovu, M., G. Matipano and R. Miliyasi (2021): An analysis of the effect of COVID-19 pandemic on wildlife protection in protected areas of Zimbabwe in 2020. *Scientific African* 14 (November 2021), e01031. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S246822762100332X>
3. Bulawayo 24 (2021) Zimbabwe: Police probe Tsholotsho elephant sales. *Bulawayo 24*, 14 December 2021
4. *Tsoro-o-tso San Development Trust Annual Report for 2021*. Bulawayo: TSdT.
5. Dube, T., C Ncube, P Moyo, K Phiri and N Moyo (2021): Marginal communities and livelihoods: San communities' failed transition to a modern economy in Tsholotsho, Zimbabwe, *Development Southern Africa*, Volume 38, 2021 - Issue 6. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/0376835X.2021.1955660>
6. The CAMPFIRE Programme (Communal Areas Management Programme for Indigenous Resources) is a programme established in Zimbabwe in 1986 which stipulates that communities should receive some of the benefits from tourism and safari hunting activities.

Davy Ndlovu is the Director of the Tsoro-o-tso San Development Trust in Bulawayo. mdavadavy@gmail.com

Ben Begbie-Clench is a consultant working on San and Doma issues in Zimbabwe who is based in Namibia.
benbegbie@gmail.com

Robert K. Hitchcock is a member of the board of the Kalahari Peoples Fund (KPF), a non-profit organisation devoted to assisting the peoples of southern Africa. rkhitchcock@gmail.com

Traduction par le GITPA